

Lundi 08 Septembre 2008

# L'Insee prépare sa fronde

Par Nicolas PRISSETTE

Le Journal du Dimanche

► **Avis de tempête à l'Insee. Suite à la proposition formulée la semaine dernière par Nicolas Sarkozy de transférer un millier de postes de Paris vers Metz, les statisticiens font connaître leur mécontentement. Un mécontentement partagé par la base comme par le sommet de la hiérarchie de l'institut. Et qui pourrait se transformer en mouvement de grève.**

Les données de l'inflation, du chômage ou de la croissance vont-elles subir un black-out? Les statisticiens de l'Etat menacent d'apposer leur veto à certaines publications clés et d'entamer un mouvement de grève. Les syndicats de l'Insee, de la Dares (ministère de l'Emploi) et des autres administrations se réunissent mercredi pour en décider. Ils s'opposent au transfert, annoncé cette semaine par Nicolas Sarkozy, d'un millier de postes de Paris vers Metz (sur un total de 5 000 emplois, dont 1 500 à l'Insee). Une mesure destinée à compenser partiellement les 7 000 suppressions d'effectifs militaires touchant la Moselle.

## Quitter l'entreprise pour rester à Paris

"*C'est un coup monté pour nous détruire!*" lance Julie Herviant, secrétaire générale de la CGT-Insee (majoritaire). "*Depuis quelques mois, le pouvoir politique dénigre les résultats de l'Insee qui ne correspondent pas à ses souhaits*", commente Christophe Baur (CFDT) en faisant référence aux chiffres de la croissance ou du pouvoir d'achat. De notoriété publique, les relations entre Nicolas Sarkozy et l'Insee sont houleuses depuis son passage à Bercy, en 2004.

Fait rare, l'opposition de la base est partagée au sommet. Certains dirigeants, énarques et polytechniciens, songent d'ores et déjà à chercher du travail ailleurs pour pouvoir continuer de vivre à Paris. Leur CV est très apprécié au sommet des banques. "*Le savoir-faire scientifique de l'Insee risque de s'appauvrir d'un coup. Si encore on nous proposait Toulouse ou Bordeaux...*" soupire l'un d'entre eux.

Pressentant ces difficultés, le directeur général, Jean-Philippe Cotis, aurait mis sa démission sur la table en août. Mais le gouvernement, dont il est proche, l'a retenu en lui confiant une mission de réflexion sur la relocalisation messine, qu'il doit remettre à Bercy en novembre. Il l'a acceptée à condition qu'aucun objectif chiffré ne lui soit assigné. Ce serait le premier rapport sans chiffres de sa carrière.